

e France ?

rançois Kahn



Bernard-Henri Lévy et Jean-François Kahn à Lyon le 1^{er} octobre, lors du débat animé par Maurice Szafran, directeur de « Marianne ».

Glucksmann vient d'annoncer, dans une tribune du *Monde*, qu'il votera pour le candidat de l'UMP. Le téléphone sonne. C'est Nicolas Sarkozy. Heureux, bien sûr, du soutien que lui apporte Glucksmann. Sa voix, pourtant, trahit un frémissement d'impatience. Je ne vais pas tarder à en comprendre la raison...

Jean-François Kahn : La question que Sarkozy vous pose alors – « *Et toi, tu me le fais quand, ton petit article ?* » – est vraiment extraordinaire ! Elle reflète une certitude : tous les gens connus, tous les people ne peuvent que le rejoindre. Il y a une chose à laquelle notre nouveau

président accorde une place éminente, c'est la célébrité. Les idées passent ainsi totalement au second plan. Pour preuve, juste avant la présidentielle, il a proclamé sous les huées des militants qu'il ne restait que trois jours pour « liquider » l'héritage de Mai 68 et faire un sort à la « gauche caviar ». Cette sortie ne l'a pas empêché d'appeler quelques jours plus tard à son gouvernement Bernard Kouchner ! On peut prendre les paris... Si, demain, l'ex-soixante-huitard Daniel Cohn-Bendit l'acceptait, il serait lui aussi nommé ministre. Le sarkozysme, c'est aussi cette volonté de tout faire, de tout régenter, de ne rien laisser échapper à son contrôle, y compris l'opposition ! Même dans la Russie de Poutine, l'omniprésence gestionnaire, législative, gouvernementale et télévisuelle d'un seul homme n'atteint pas ce degré paroxystique. Hypernarcissique, Sarkozy ne voit plus que son reflet dans votre regard. En d'autres époques et dans des contextes politiques différents, ce tempérament aurait produit une graine de dictateur.

B.-H.L. : « *Dictateur* » ! Comme vous y allez... Non. Dans chaque nation, il existe des événements cardinaux et des sujets séminaux qui sont autant de rendez-vous de vérité. Pour la France contemporaine, c'est l'affaire Dreyfus ; c'est Vichy aussi, bien sûr ; c'est la décolonisation et la guerre d'Algérie ; c'est, enfin, le mouvement antiautoritaire et antitotalitaire né en 1968. Quelques jours avant sa victoire, vous l'avez dit, le candidat de la droite ne savait rien de plus urgent que d'en

finir « *une bonne fois pour toutes* » avec les séquelles du dévergondage soixante-huitard... Sur la question de la colonisation, la gauche et la droite n'ont jamais défendu des positions superposables. La gauche, ce qui l'a toujours caractérisée, c'est le refus de relativiser les enfumages de Bugeaud ou de contrebalancer les tortures d'Aussaresses par les errements des jeunes Etats décolonisés. La droite est en train, en revanche, de redevenir le parti de ceux qui, lorsqu'ils reconnaissent du bout des lèvres les torts de la colonisation, s'empressent de célébrer son « œuvre civilisatrice ». Quand Nicolas Sarkozy a flétri les repentances, il m'a glacé le sang. Je suis consterné qu'un responsable politique ait osé demander que la honte cesse d'être une catégorie politique.

Et sur Vichy ?

B.-H.L. : Sur la fracture signifiante de la « Révolution nationale », Sarkozy a franchi la ligne rouge. Pour le coup, il ne s'est pas borné à rappeler une vérité de fait – à

savoir que notre pays n'avait pas inventé la « solution finale ». En affirmant que la France n'avait aucun crime contre l'humanité sur la conscience, il a procédé à un escamotage bien plus grave, il a accompli une forclusion encore plus inadmissible. Il a tout simplement frappé d'oubli l'abjection nationale que fut le concours apporté par la police française à l'arrestation des juifs et à l'affrètement des trains vers les camps de la mort. Par ces mots, il a donné l'impression désastreuse qu'il cherchait à blanchir Vichy. Liquidation de Mai 68, réhabilitation de la colonisation, relativisation de la gravité de Vichy : ce sont là autant d'indices d'une matrice idéologique inédite et inquiétante, qui conjoint les « trois droites » chères à René Rémond...

J.-F.K. : C'est sur cette interprétation idéologique du sarkozysme que je me sépare de vous. Ne surestimons pas, là encore, la cohérence doctrinale du personnage. De la même façon, je trouve absurde de dépeindre Nicolas Sarkozy en idéologue ultralibéral. Certes, le président est bushiste. Mais cette affinité a une origine

assez simple – sa fascination pour l'Amérique. Il suffirait que George W. Bush perde les élections de 2008 et soit remplacé par un démocrate pour que Nicolas Sarkozy se mette à « coller » à la ligne de la gauche américaine...

B.-H.L. : Sans doute, mais l'arrivée de Sarkozy à l'Élysée n'a pas donné le signal d'une éclipse des grands signifiants politiques. Il n'est que de voir la façon dont le gouvernement défend une loi qui insta-

taurerait des tests ADN pour certains candidats à l'immigration. Il suffit de penser, aussi, à l'étrange convocation des préfets par leur ministre de tutelle, Brice Hortefeux, les enjoignant de « *faire du chiffre* ». Enfin, quand j'ai entendu le président de la République exciper de son « *bon sens* » pour justifier son ralliement à des quotas non seulement professionnels mais également géographiques, donc en vérité ethniques, j'ai perçu aussi la mélodie d'un discours qui, reconnaissable entre tous, est celui de la droite.

Dans son livre, Bernard-Henri Lévy reproche à la gauche de s'être détournée du libéralisme politique. Et l'emprise grandissante du « socialisme des imbéciles » sur le socialisme l'alarme. Qu'en pensez-vous, Jean-François Kahn ?

J.-F.K. : Je n'ai jamais prétendu que j'étais de gauche. Ce n'est donc pas en tant qu'homme de gauche mais comme républicain et comme Français soucieux de l'avenir de la démocratie que je ►

« *Réhabilitation de la colonisation, relativisation de Vichy : autant d'indices d'une matrice idéologique inquiétante.* » BHL

617

► m'inquiète du sort de la gauche. Etant donné sa lucidité quant au sarkozysme, je m'étonne que Bernard-Henri Lévy se barricade dans l'intolérance. Les républicains, Chevènement, les gaullistes et les socialistes qui croient encore à un changement social..., autant de personnes qui, parce qu'elles ne raisonnent pas exactement comme lui, s'entendent dire : « Dehors, fascistes ! » Si, avec certains de ses amis, il n'avait pas passé une partie de son temps à stigmatiser le camp républicain, nous n'en serions pas là. Et il serait nettement plus facile aujourd'hui d'organiser la riposte à la monarchisation du régime.

B.-H.L. : Vous avez dû rêver mon livre ! Je ne crois pas avoir écrit ni même pensé un seul instant que les gaullistes sont des fascistes ! J'ai même toujours été convaincu du contraire. Et je n'ai pas davantage pris pour habitude de fasciser les républicains. Je suis, comme vous, un fervent républicain. Mais, à la différence des « nationaux-républicains », je ne crois pas que l'horizon indépassable de la démocratie soit le cadre national et qu'il se limite au patriotisme et à sa religion cocardière. Et, à mes yeux, les socialistes qui veulent « changer le monde » ne méritent pas nos sarcasmes, mais notre sympathie. Non. Ce qui m'occupe, c'est autre chose. C'est l'éclosion et le déchaînement, au cours du XX^e siècle, d'une tentation totalitaire qui ont ravagé le cœur du socialisme. A cette aune, il fallait tenir l'âme des hommes pour une page blanche sur laquelle devait s'écrire le poème de l'humanité renouvelée. J'ai passé des années de mon existence à combattre ce rêve funeste. Pour l'essentiel, toutefois, ce vertige-là est derrière nous. Les abîmes qui menacent la gauche sont, désormais, d'un autre ordre.

Justement. Vous écrivez, en un raccourci frappant, que la gauche n'a répudié la « barbarie à visage humain » que pour sauter à pieds joints dans l'« idéologie française ». Que voulez-vous dire ?

B.-H.L. : Je veux dire que, depuis une quinzaine d'années, une large partie de la gauche, délestée de sa mémoire ouvrière, s'est enrôlée sous l'étendard d'un antilibéralisme rance et qu'elle a commis, ce faisant, une faute gravissime. En laissant aux conservateurs et à la droite le beau drapé de Delacroix et de Gavroche, le camp du progrès s'est interdit de distinguer entre la liberté qui produit des inégalités et celle qui les limite. L'un des effets les plus navrants de l'antilibéralisme, c'est aussi l'abandon de l'Europe. La

gauche a vécu un moment magnifique, un moment de grâce, où elle s'est identifiée à la fabrication du rêve européen, cette machine à fragiliser les identités patriotes. Aujourd'hui, le moins que l'on puisse dire, c'est que les « progressistes » sont devenus étrangement timides sur ce sujet. Dans

les rangs de la gauche, les partisans du non au référendum, en 2005, étaient majoritaires. Mais les partisans du oui étaient, eux, si gênés aux entournures que leur seul argumentaire en faveur de la constitution, c'était d'assurer qu'elle serait « bonne pour la France » ! C'est dire si la rétraction sur le pré carré gaulois est avancée ! Si la gauche s'installe et s'enkyste dans cette régression, c'en sera fini, dans ce pays,

« Par-delà sa grande qualité, votre livre souffre d'un défaut important : la quasi-absence de la question sociale. » JFK



du grand souffle cosmopolitique dont parlait Emmanuel Kant. Mais ne nous leurrions pas : c'en sera fini aussi, et du même coup, de la gauche. Dévorée de l'intérieur par l'idéologie française, elle prendra toujours plus, je le crains, les allures de « ce grand cadavre à la renverse, où les vers se sont mis »*.

J.-F.K. : Vous tenez des propos extrêmement justes sur la nécessité d'un équilibre entre liberté et égalité. Cela dit, par-delà sa grande qualité, votre livre souffre d'un défaut important : c'est la quasi-absence de la question sociale. Comme vous savez, pendant l'entre-deux-guerres, Ford considérait que le rapport normal entre un patron et ses employés devait être, sur le plan financier, de 1 à 10. Et, dans les années 50, la simple idée d'aller jusqu'à de 1 à 50 suscitait les plus vives critiques. Dans de nombreuses entreprises, le rapport est désormais de 1 à 600, voire de 1 à 800 ! Si un salarié français moyen voulait gagner ce que touche en une année tel grand patron du CAC 40, il faudrait qu'il ait travaillé depuis le règne de Clovis et, même, dans certains cas, depuis celui de Pharaon ! Quant aux sommes fabuleuses qu'Antoine Zacharias a pu empocher quand il était à la tête de Vinci, elles dépassent carrément l'entendement. Le juste milieu n'est pas forcément la justesse : même si l'on est vigilant sur la question de la liberté, on doit admettre que le problème prioritaire est redevenu celui de l'égalité. Ou plutôt celui des inégalités, qui n'ont jamais été aussi criantes et scandaleuses...

B.-H.L. : La grandeur et la justesse de la social-démocratie, c'est l'obligation de la redistribution. Je suis favorable, pour ma part, aux fiscalités les plus sophistiquées. L'impôt sur la fortune en France est une mesure d'équité. Je pense même, voyez-vous, qu'il pourrait être plus élevé. Mais est-il bien sérieux d'affirmer que toutes ces injustices seraient liées intrinsèquement à l'économie de marché ? Je ne sais pas qu'en Birmanie les écarts de fortune entre les bonzes mendicants et le général prévaricateur qui s'est approprié l'opium, l'héroïne, le pétrole, le gaz, le jade et les saphirs de son pays soient plus enviables que ceux qui ont cours ici. Là où prévaut ce que Marx appelait la « mode de production asiatique », les disparités de ressources atteignent des proportions encore plus inquiétantes. Elles ne sont ni de 1 à 100, ni de 1 à 1 000 ni de 1 à 10 000, mais de 1 à 1 million !

J.-F.K. : Face à l'ouragan néolibéral, je ne pense pas, contrairement à vous, qu'il faille faire le tri dans notre héritage : il faut tout prendre, tout garder. Tout, c'est-à-dire aussi bien l'héritage du libéralisme que les expériences du socialisme, les leçons du radicalisme et le legs du gaullisme. Il y va, là aussi, de l'avenir de la démocratie. Il y va de notre capacité de résistance collective à